

**Avocats**  
sans frontières

Canada

---

Rapport annuel  
2023-2024



Justice  
Solidarité  
Coopération  
Engagement  
Intégrité  
Indépendance

# Élevons nos voix

## Notre vision

Nous aspirons à un monde où les droits humains et les libertés fondamentales sont respectés, appliqués et promus. Un monde où la justice est rendue de manière indépendante et équitable.

## Notre mission

Avocats sans frontières Canada (ASF Canada) est une organisation non gouvernementale de coopération internationale, qui, depuis plus de 20 ans, contribue à la mise en œuvre des droits humains de personnes en situation de vulnérabilité par le renforcement de l'accès à la justice et à la représentation juridique.

## Notre approche

- Défendre et promouvoir activement la primauté du droit;
- Lutter contre l'impunité sous toutes ses formes;
- Renforcer les capacités des actrices et des acteurs de la justice et des membres de la société civile;
- Agir pour renforcer la sécurité et l'indépendance des avocat.e.s qui défendent les droits humains;
- Offrir de la formation continue pour les spécialistes du droit;
- S'assurer de la tenue de procès justes et équitables.

## Les populations concernées par nos actions

Les populations qui sont concernées par nos actions sont les populations en situation de vulnérabilité, notamment des femmes, des jeunes, des membres de communautés autochtones, des personnes issues de la diversité de genre et toute personne dont les droits humains ont été violés.

# Les droits humains continuent d'apporter des solutions aux défis de notre temps



**Delia Cristea**

Présidente du conseil d'administration



**Véronique Lamontagne**

Directrice générale

**« L'expertise de M<sup>e</sup> Lamontagne est un véritable catalyseur d'opportunités pour notre organisation dans ce contexte complexe. Nous sommes très reconnaissantes de son engagement qui ne fait que renforcer notre confiance face à l'avenir de l'organisation. »**

– Delia Cristea, présidente du conseil d'administration

**« Je suis heureuse d'intégrer l'organisation à ce moment-ci de son histoire. Les défis en matière de droits humains sont nombreux et la lutte contre l'impunité et la corruption est plus que jamais nécessaire afin que les personnes responsables des violations des droits humains soient traduites en justice. Avec un leadership humain et rassembleur, je compte travailler avec rigueur pour permettre à notre organisation de continuer d'amplifier sa mission et son impact auprès des communautés que nous soutenons. »**

– Véronique Lamontagne, directrice générale

Avocats sans frontières Canada (ASF Canada) entre dans sa 23<sup>e</sup> année d'existence forte d'une expérience et d'une maturité qui lui permettent d'augmenter son impact auprès des 24 801 personnes en situation de vulnérabilité accompagnées cette année dans leur quête de justice à travers notre processus d'autonomisation par le droit. C'est aussi un moment de renouveau alors que notre organisation s'investit dans de nouveaux enjeux avec à sa tête une nouvelle direction générale.

Dans un contexte où les conflits armés, les changements climatiques et les migrations exacerbent les vulnérabilités, une approche basée sur les droits humains peut apporter des solutions concrètes à ces problématiques complexes.

Au cours de la période du 1<sup>er</sup> avril 2023 au 31 mars 2024, les 157 membres de notre équipe (employé.e.s, coopérant.e.s volontaires et stagiaires) présents dans 12 pays, qui travaillent en étroite collaboration avec près de 200 partenaires, ont obtenu des résultats tangibles qui ont changé des vies : des jugements ont été prononcés en faveur des victimes dans des cas de violences basées sur le genre au Salvador, au Guatemala et au Honduras; des personnes détenues arbitrairement ont retrouvé leur liberté en Haïti; des jeunes se sont approprié leurs droits et peuvent dorénavant jouer un rôle actif dans des processus de justice transitionnelle au Mali et en Colombie; des communautés ont obtenu des avancées juridiques importantes dans leur lutte pour la protection de leur territoire et de leurs droits à l'eau et à la santé; des organisations de la société civile du Mali, du Burkina Faso et du Bénin peuvent revendiquer une meilleure protection des droits sexuels et reproductifs des femmes et des adolescentes auprès des décideur.euse.s et dans leur communauté. Enfin, une nouvelle génération de défenseur.euse.s des droits humains, formée dans l'ensemble de nos programmes et pays, agit maintenant comme actrice de changement.

Le renforcement de l'État de droit et la protection des droits humains sont plus que jamais essentiels pour faire face aux nombreux défis de notre temps. Notre monde est de plus en plus polarisé, marqué par la multiplication de crises interconnectées, les tensions géopolitiques et les conflits armés. Les mouvements anti-droits grandissent et les attaques contre l'État de droit et le pluralisme, les minorités, les femmes et les défenseur.euse.s des droits humains augmentent. Les droits sexuels et reproductifs sont menacés. Dans ce contexte, un accès accru à la justice est d'autant plus important afin de rompre la marginalisation et le cycle de violations des droits humains, de résoudre des litiges et d'obtenir réparation en faveur de personnes en situation de vulnérabilité.

L'expérience nous démontre qu'il est possible d'obtenir des résultats lorsque la société civile s'organise. Des mouvements en faveur des droits humains progressent : les organisations féministes mènent des actions de plaidoyer et manifestent pour protéger les droits des femmes. Des lanceur.euse.s d'alerte dénoncent les actes de corruption. Nous voyons des jeunes et des aînées porter devant la justice des cas emblématiques, exiger des réponses et des engagements des États face à l'urgence climatique et obtenir des jugements pour la protection des droits humains. Aujourd'hui, le droit peut protéger les acquis et générer de nouvelles percées.

ASF Canada en sait quelque chose : notre organisation mise depuis ses débuts sur la demande de justice pour obtenir des changements à long terme. Porter devant les tribunaux des cas emblématiques nous a permis, encore cette année, de remporter des victoires importantes. Au Salvador, nous obtenons la condamnation de l'auteur d'une tentative de féminicide. En Colombie, notre programme de stage permet à de jeunes juristes de contribuer aux enquêtes menées par la Juridiction Spéciale pour la Paix sur les crimes commis durant

le conflit armé. Au Honduras, nous remportons une victoire juridique lorsque la Cour Suprême du pays ordonne l'interruption immédiate de la construction d'un important projet hydroélectrique sur la rivière Mezapa. Au Mali, des victimes d'esclavage par ascendance peuvent désormais être propriétaires fonciers après une décision de la cour d'assises de Kayes : le résultat d'années de lutte et de plaidoyer.

La soif de justice est grande et les besoins sont immenses. Après une période de croissance importante, ASF Canada veut toutefois trouver un équilibre entre la consolidation de sa présence de longue date dans plusieurs pays d'Amérique latine, d'Afrique et des Caraïbes, le développement récent de nouvelles opportunités de coopération (Ukraine, Sénégal, Bénin et Burkina Faso) et d'autres programmations en cours de développement. Puisque nous travaillons pour et avec des humains, et que nous visons des solutions pérennes, la qualité de nos actions doit toujours primer sur la quantité.

Le budget annuel de l'organisation se chiffre à un peu plus de 20 millions de dollars (une croissance de près de 3 millions de dollars par rapport à l'an dernier). ASF Canada est fière de compter sur des partenaires financiers publics et privés qui permettent aux organisations de la société civile avec lesquelles elle collabore d'offrir des services gratuits à travers le monde. Dans le contexte actuel où les atteintes aux droits fondamentaux se multiplient, il est essentiel de continuer de soutenir les initiatives en faveur de la gouvernance et des droits humains.

Vous pourrez en apprendre davantage en consultant le rapport annuel qui, nous l'espérons, saura vous démontrer qu'il est possible de changer les choses lorsque nous élevons nos voix.

# Avocats sans frontières Canada en chiffres

(données pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2023 au 31 mars 2024)

**22**

projets de coopération  
internationale

Plus de

**24 800**

personnes en situation de vulnérabilité  
ont directement ou indirectement bénéficié de nos  
actions ou celles de nos partenaires

**8**

bureaux dans le monde  
(Bamako, Bogotá, Ciudad de Guatemala,  
Québec, Montréal, Port-au-Prince,  
San Salvador et Tegucigalpa)

**368**

dossiers emblématiques  
de violations des droits humains  
portés devant les tribunaux  
et instances internationales

Une équipe de

**157**

**employé.e.s, coopérant.e.s  
volontaires et stagiaires**  
active à l'échelle internationale

**12**

**pays d'intervention**

(Canada, Colombie, Salvador, Guatemala,  
Haïti, Honduras, Mali, Bénin, Burkina Faso,  
République démocratique du Congo,  
Sénégal, Ukraine)

**183**

**partenaires  
accompagnés  
et renforcés**

**4 752**

**victimes accompagnées,**  
notamment grâce aux services d'aide  
juridique et d'assistance judiciaire  
offerts par nos partenaires

**33**

**coopérant.e.s volontaires**  
(30 volontaires internationaux  
et 3 nationaux)

# Coopération volontaire

« En tant que conseillère juridique volontaire au Salvador, j'ai pu faire valoir mes connaissances en matière de lutte contre le harcèlement au travail au profit des partenaires du projet UNID@S. [...] Ce qui va rester en moi pour toujours ce sont les relations interpersonnelles développées au cours de cette expérience mémorable. »

– M<sup>e</sup> Frédérique Forget (coopérante volontaire au Salvador)



**Pays dans lesquels les coopérant.e.s volontaires ont été déployé.e.s :** Honduras, Colombie, Mali, Guatemala, Bénin, Salvador

## Objectif

La coopération volontaire chez ASF Canada repose sur un réseau de personnes bénévoles, en début de carrière ou expérimentées, prêtes à s'investir au-delà des frontières pour défendre les droits humains par l'intermédiaire d'un échange réciproque de savoirs, d'expertises et d'expériences. Notre programme de coopération volontaire vise notamment à faire émerger une nouvelle génération de défenseur.euse.s des droits humains ici et ailleurs.

Parmi les coopérant.e.s volontaires qui ont terminé leur expérience avec ASF Canada cette année, plus de 90 % travaillent aujourd'hui dans le domaine des droits humains, du droit international ou de l'égalité des genres.

## Résultats

- Burkina Faso : Analyse de la conformité du droit interne burkinabè, béninois et malien avec les standards internationaux en matière de droits sexuels et reproductifs et de lutte contre les violences basées sur le genre.
- Guatemala : Recherches sur les normes internationales et la jurisprudence en matière de liberté d'expression et observation du processus pénal initié par la journaliste maya kaqchikel Norma Sancir contre les agents de police qui l'avaient arrêtée arbitrairement.
- Mali : Réalisation d'un séminaire international en matière d'accompagnement et de protection des victimes et survivant.e.s de violences basées sur le genre.



# Nos voix dans le monde



Activité dans le cadre du projet Plurielles au Burkina Faso,  
© Plurielles



## Colombie

« C'est un réseau qui contribue à l'autonomisation des femmes, qui aide les femmes à reconnaître leur valeur, [à reconnaître] que nous sommes des femmes transformatrices et que nous nous transformons d'abord pour transformer les autres. »

– Marisol Congolino, leader défenseuse des droits humains de Buenaventura

Marisol Congolino, leader défenseuse des droits humains de Buenaventura et membre de *Red de Mujeres Retejiendo Saberes Valle del Cauca*. © ASF Canada

## Projets

- « Justice, genre et construction de la paix en Colombie » – 2023-2025, Affaires mondiales Canada
  - Nouveau Québec sans frontières (NQSF) – 2021-2024, Ministère des Relations internationales et de la Francophonie
  - « Renforcement de capacités pour la lutte contre la traite de personnes dans le Nord de l'Amérique centrale et en Colombie » (Fintrata), 2022-2026, (Guatemala, Honduras, Salvador et Colombie), Affaires mondiales Canada
- 

## Résultats

- Nous contribuons significativement au renforcement des capacités de la Juridiction Spéciale pour la Paix, l'organe judiciaire qui a pour mandat de juger et de sanctionner les hauts responsables des crimes commis pendant le conflit armé : le travail d'analyse et de systématisation d'informations des jeunes stagiaires a permis **l'identification de plus de 350 suspects et d'établir le modus operandi de 10 structures criminelles.**
  - Des mesures de protection sont accordées à **une femme victime de recrutement forcé par un groupe armé**, afin d'assurer sa sécurité et sa participation devant le tribunal de la Juridiction Spéciale pour la Paix dans le cadre d'un dossier collectif sur le recrutement forcé et l'inclusion des enfants dans le conflit armé.
  - **63 adolescent.e.s et enfants peuvent dorénavant jouer un rôle dans la construction de la paix en Colombie**, après avoir participé à des ateliers de sensibilisation aux conséquences du conflit armé sur les droits humains organisés par notre partenaire Génération V+.
  - **Sept initiatives de sensibilisation, de formation et de plaidoyer sont mises en œuvre** par des organisations de la société civile au bénéfice de plus de 800 personnes, incluant 12 femmes victimes de violences sexuelles et basées sur le genre, qui ont pu obtenir une assistance juridique et psychosociale.
- 

## Partenaires

- Caribe Afirmativo
- Colectiva Justicia Mujer
- Corporación Guassimi
- Corporación Justicia y Dignidad
- Corporación 8 de Marzo
- Corporación Humanas
- Generación V+
- Jurisdicción Especial para la Paz
- Equipo Jurídico Pueblos
- Red de Mujeres de Cali
- Unidad Indígena del Pueblo Awá (UNIPA)



## Salvador

« Le projet d'ASF Canada nous a permis de continuer d'offrir et même d'amplifier les services d'ASPIDH. Il nous a aussi permis de nous allier à d'autres organisations pour offrir un accompagnement holistique [psychosocial et juridique] à des personnes qui en avaient besoin et de référer des cas emblématiques à des cabinets d'avocats pour que les victimes de violations des droits humains puissent demander justice. »

– Monica Linares, directrice, ASPIDH

Monica Linares, directrice d'ASPIDH, revendiquant le droit au changement de nom pour les personnes de la diversité sexuelle et de genre. © Monica Campos et Kellys Portillo

## Projets

- « Meilleur accès à la justice pour les victimes de violences fondées sur le genre » Unid@s, 2021-2024, Affaires mondiales Canada
  - « Renforcement de capacités pour la lutte contre la traite de personnes dans le Nord de l'Amérique centrale et en Colombie » (Fintrata), 2022-2026, (Guatemala, Honduras, Salvador et Colombie), Affaires mondiales Canada
- 

## Résultats

- L'auteur d'une **tentative de féminicide est condamné à 10 ans d'emprisonnement** et une somme symbolique est versée à la victime, dans le cadre d'une cause emblématique menée par notre partenaire, M<sup>e</sup> Karla Ayala. Cette condamnation est décisive dans un contexte salvadorien où les meurtres de femmes et de filles en raison de leur genre sont répandus et généralement impunis.
  - **Une femme lesbienne agressée en public obtient justice et réparation** : l'homme déclaré coupable doit présenter des excuses privées et publiques et suivre une formation sur la masculinité positive. Cette cause portée par M<sup>e</sup> Karla Ayala contribue à lutter contre la violence et la discrimination des membres de la diversité sexuelle et de genre au Salvador.
  - **Un professeur universitaire ayant agressé sexuellement une étudiante est déclaré coupable** par un tribunal salvadorien. Cette cause portée par le cabinet de M<sup>e</sup> Feusier a permis des avancées jurisprudentielles importantes puisque l'agression sexuelle a eu lieu alors que l'agresseur et la victime formaient un couple. La question du viol conjugal est souvent empreinte de stéréotypes et il y a peu de décisions en faveur des victimes au Salvador.
  - **Trois personnes trans ont pu changer de nom** grâce à l'accompagnement de notre partenaire, ASPIDH. Il s'agit de gains substantiels puisque la Cour suprême a rendu une décision demandant à l'État d'adopter une loi sur l'identité permettant le changement de nom de personnes trans, mais à ce jour, elle n'a toujours pas été adoptée.
- 

## Partenaires

- Asociación ASPIDH arcoiris trans
- Asociación de mujeres ciegas de El Salvador (AMUCES)
- Agrupación ciudadana por la despenalización del aborto en El Salvador (Agrupación)
- Cabinet de M<sup>e</sup> Karla Ayala
- Cabinet de M<sup>e</sup> Oswaldo Feusier
- La Colectiva feminista para el desarrollo local
- Organización de mujeres salvadoreñas por la paz (ORMUSA)



## Guatemala

« Après 680 jours épuisants de détention et de procédures judiciaires, j'ai finalement été libérée. Avocats sans frontières Canada est intervenue à chacune des audiences et n'a jamais renoncé à obtenir justice pour moi. Bien que les affaires contre moi se poursuivent, ASF Canada continue de m'accompagner et de me soutenir. »

- Virginia Lappara

Virginia Lappara, ancienne cheffe de l'unité d'enquête contre la corruption, Guatemala. © Emmanuel Andrés, *Prensa Comunitaria*

## Projets

- « Renforcement de capacités pour la lutte contre la traite de personnes dans le Nord de l'Amérique centrale et en Colombie » (Fintrata) – 2022-2026, Affaires mondiales Canada.
  - « Promotion des droits humains au Guatemala » (*Human Rights Protection in Guatemala*) : 2022-2024, l'Agence suédoise de coopération internationale (ASDI).
  - Fonds pour la protection des droits de la personne au Guatemala (FPDDH), 2021-2026, Affaires mondiales Canada.
  - ASF Canada reçoit également du soutien de la Fondation Ford, la *Rockefeller Brothers Fund*, le *Fondo Centroamericano para las Mujeres* (FCAM) et la *American Bar Association* (ABA) pour ses activités au Guatemala
- 

## Résultats

ASF Canada et ses partenaires obtiennent plusieurs résultats pour les personnes criminalisées qui dénoncent les actes d'impunité et de corruption au Guatemala :

- **Virginia Laparra**, ancienne cheffe d'une unité d'enquête contre la corruption, est libérée de prison, près de deux ans après avoir été accusée d'abus d'autorité pour avoir dénoncé des actes de corruption.
  - **Samari Carolina Gómez Díaz**, ancienne assistante du procureur spécialisé contre l'impunité, a été acquittée de l'accusation de divulgation d'informations confidentielles, et sa libération a été ordonnée.
  - Les anciennes procureures **Aliss Morán et Paola Escobar**, qui avaient été accusées d'abus de pouvoir et mises en détention préventive, sont libérées.
  - **Norma Sancir**, une journaliste autochtone arrêtée, battue et détenue arbitrairement pendant 5 jours après avoir participé à une manifestation pour les droits des communautés maya obtient justice lorsqu'un tribunal prononce une sentence contre les responsables de sa détention arbitraire.
- 

## Partenaires

- Asociación de Abogados y Notarios mayas de Guatemala (ANMAG – « Nim Ajpu »)
- Asociación Justicia y Reconciliación (AJR)
- Bufete Jurídico de Derechos Humanos (BDH)
- Centro para la Acción Legal en Derechos Humanos (CALDH)
- Equipo de Estudios Comunitarios y Atención Psicosocial (ECAP)
- Refugio de la Niñez (RDN)
- Unidad de Protección a defensoras y defensores de Derechos Humanos de Guatemala (UDEFEGUA)



## Honduras

« Pour moi, il s'agit de pouvoir renforcer les aspects pour lesquels nous avons déjà réalisé quelques petites avancées et, surtout, de pouvoir briser la stigmatisation dans l'administration publique et dans les espaces dans lesquels nos sœurs et frères de la communauté se présentent. »

- Personne participant à une formation en gestion de projets, Anonyme, Projet Ensemble pour l'Égalité

Nelly Moreno Parada (ASF Canada), Kenia Paz et Claudia Herrmannsdörfer (EJDH) lors du forum « L'élection du procureur général et du procureur général adjoint du ministère public, allons-nous avancer ou reculer en tant que pays? », Honduras, le 11 juillet 2023 © ASF Canada



## Projets

- « Gouvernance, justice et lutte contre l'impunité au Honduras » (JUSTICIA) – 2018-2025, Affaires mondiales Canada
  - « Société civile pour la consolidation des droits humains au Honduras » (*Honduras con Derechos*) – 2021-2024, en partenariat avec Oxfam et CEHPRODEC, Union européenne, Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'Homme
  - « Ensemble pour l'Égalité : Promouvoir le changement social pour la reconnaissance des droits des personnes de la communauté LGBTQ2I au Honduras » (Ensemble pour l'égalité), 2023-2026, Equitas et Réseau Dignité Canada – Fonds AGIRI, avec le soutien financier d'Affaires mondiales Canada
  - « Renforcement de capacités pour la lutte contre la traite de personnes dans le Nord de l'Amérique centrale et en Colombie » (Fintrata) – 2022-2026, Affaires mondiales Canada
- 

## Résultats

- **Les droits à l'eau et à la santé de 2 000 personnes sont protégés** grâce à une décision de la Cour suprême dans une affaire menée par notre partenaire *Bufete de Estudios para la Dignidad* (BED). L'interruption immédiate de la construction d'un important projet hydroélectrique sur la rivière Mezapa a été décrétée et des mesures devront être prises pour prévenir les conséquences environnementales et humaines dans la communauté de Pajuiles.
  - **110 personnes souffrant de sclérose en plaques voient leurs droits à la santé et à la vie mieux protégés** à la suite d'une action de notre partenaire *Equipo Jurídico por los Derechos Humanos* (EJDH). Le cabinet a présenté une demande à la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) pour l'obtention de mesures préventives en faveur de ces personnes en raison du manque d'accès aux traitements médicaux dans le système public de santé. Avant même que la CIDH ne fournisse de réponse, l'État du Honduras a activé un mécanisme d'urgence pour que ces personnes aient accès à des médicaments et des traitements.
  - Après un plaidoyer du *Centro de Estudios para la Democracia* et ASF Canada en faveur de réformes législatives, le **parlement du Honduras modifie des décrets qui entravent la poursuite pénale de la corruption**, ce qui permet de renforcer les capacités étatiques et ouvre la porte à la mise en place d'une commission internationale des Nations unies pour la lutte contre l'impunité et la corruption au Honduras.
  - **14 organisations qui valorisent la diversité sexuelle et de genre accroissent leur pouvoir d'agir** grâce au renforcement de leurs capacités en leadership et gestion de projets. Une retombée concrète de ce soutien est que l'*Asociación Lésbica Feminista Trans* a réussi à obtenir la personnalité juridique pour l'organisation, ce qui lui permet de mettre en œuvre sa mission de façon plus efficace et durable.
- 

## Partenaires

- |   |  |
|---|--|
| - Asociación Calidad de Vida  | - Centro para el Desarrollo y la Cooperación LGTBI – Somos CDC |
| - Asociación Campesina Pro-Mejoramiento y Defensa de Jutiapa El Hatillo | - Coalición Anticorrupción Honduras                            |
| - Bufete Estudios por la Dignidad                                       | - Colectiva de Mujeres Hondureñas                              |
| - Bufete Justicia para los Pueblos                                      | - Comité de Familiares de Detenidos Desaparecidos en Honduras  |
| - Casa Alianza Honduras   | - Equipo Jurídico por los Derechos Humanos                     |
| - Centro de Derechos de Mujeres   | - Oxfam Intermón   |
| - Centro Hondureño de Promoción para el Desarrollo Comunitario          | - Red de Abogadas Defensoras de Derechos Humanos               |
| - Centro de Estudios para la Democracia                                 | - Red de Trabajadoras Domésticas                               |
| - Centro de Promoción en Salud y Asistencia Familiar                    | - Unidad de Desarrollo Integral de la Mujer y la Familia       |
| - Central Nacional de Trabajadores del Campo – La Paz                   |  |



## Haiti

« Avec ce projet, nous avons la possibilité de nous exprimer d'une autre manière. Nous pouvons continuer notre combat sous une autre forme (l'art). Nous nous sentons plus libres et plus en confiance de parler du choléra que ce soit en tant que victime directe ou indirecte. »

– Les comédiens de la pièce de théâtre *La vie n'est plus la même*,  
Association 4 chemins

## Projets

- « Accès à la justice et lutte contre l'impunité en Haïti » (AJULIH) – 2017-2024, Affaires mondiales Canada
- « Femmes et filles debout avec dignité pour nos droits sexuels et reproductifs » (FANMKAD) – 2021-2025, en partenariat avec CARE Canada et Santé Monde, Affaires mondiales Canada
- « Respect des droits à la santé sexuelle et reproductive des adolescent.e.s et jeunes » (RESPECT) – 2021-2025, en partenariat avec Médecins du Monde, Affaires mondiales Canada

---

## Résultats

- **229 personnes en détention provisoire abusive, dont 14 femmes, sont libérées.** De ce nombre, 51 personnes ont été libérées grâce à des recours en habeas corpus.
- Le plaidoyer auprès de l'Organisation des Nations Unies (ONU), de l'État haïtien et de la communauté internationale se poursuit à travers la **publication d'un rapport sur les droits des victimes du choléra**, 14 ans après l'introduction de cette infection par les Casques bleus des Nations Unies. ASF Canada y exhorte l'ONU à reconnaître sa responsabilité juridique dans cette tragédie qui a entraîné la mort, confirmée, de 10 000 personnes.
- **100 femmes ont accès à des méthodes de contraception adaptées à leurs besoins** et à des services de consultation gynécologique et de dépistage du cancer du col de l'utérus, grâce aux cliniques mobiles de la Fondation Toya.
- Une soixantaine d'organisations de la société civile peuvent désormais identifier les lacunes du cadre législatif haïtien par rapport aux standards internationaux et mener des actions de plaidoyer en la matière, notamment grâce à des formations sur une **analyse juridique de la législation haïtienne relative à l'autonomie sexuelle et reproductive**.

---

## Partenaires

- |  |  |
|--|--|
| - Asosyasyon fanm solèy Dayiti (AFASDA)  | - Héritage pour la protection des droits humains                                 |
| - Association quatre chemins (A4C)   | - Institut interuniversitaire de recherche et développement (INURED)             |
| - Association des victimes du choléra de Carrefour (ASSOVIC-C)                           | - Kay Fanm   |
| - Barreau de Port-au-Prince  | - Kri Fanm Ayiti (KRIFA)   |
| - Barreau du Québec  | - Laboratoire des droits humains et d'expertise sociojuridique (LDHESJ)          |
| - Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH)                                      | - Médecins du Monde Suisse   |
| - Collectif d'avocat.e.s spécialisé.e.s en litige stratégique de droits humains (CALSDH) | - Ministère de la justice et de la sécurité publique (MJSP)                      |
| - Collectif contre l'impunité  | - Mouvman moun viktim kolera (MOMVIK)  |
| - Combite pour la paix et le développement (CPD)   | - Mouvement des femmes haïtiennes pour l'éducation et le développement (MOUFHED) |
| - Éducaloi   | - Office de la protection du citoyen d'Haïti (OPC)                               |
| - Ensemble Contre la Corruption (ECC)  | - Òganizasyon viktim kolera Ayiti (OVICH)  |
| - Fanm Deside  | - Réseau national de défense des droits humains (RNDDH)                          |
| - Fondation devoir de mémoire  | - Solidarite fanm ayisyèn (SOFA)   |
| - Fondation konesans ak libète (FOKAL)   |  |
| - Fondation Toya   |  |
| - Groupe d'appui aux rapatriés et réfugiés (GARR)  |  |



## Mali

« Les gens ne connaissent pas leurs droits. En tant que magistrate, je compte m'engager à la promotion et à la protection des droits humains et lutter contre toute forme de violence basée sur le genre. »

– Fatoumata Sidibe, juriste de la relève générationnelle

## Projets

- « Appui à la justice et à la paix au Mali » (JUPAX) – 2021-2025, Affaires mondiales Canada
  - « Étude mondiale sur le statut et les possibilités de réparation pour les survivant.e.s de violences sexuelles liées au conflit au Mali », 2021-2023, Global Survivors Fund
- 

## Résultats

- Sur plus de 3 000 candidat.e.s avec seulement 100 places à combler, **15 jeunes juristes, dont huit femmes, formé.e.s par ASF Canada, ont été admis.e.s au concours d'accès à la magistrature.** Notre formation préparatoire aux droits humains a aussi permis à 35 personnes de s'initier au droit international.
  - **Des cliniques mobiles d'éducation aux droits humains et des services d'aide juridique** permettent à ce que 17 619 personnes, dont 76 % de femmes, s'approprient leurs droits et les revendiquent.
  - **Des femmes accompagnées par ASF Canada renforcent leur contrôle sur leur vie** et contribuent à transformer les relations de pouvoir au sein de leur famille et de leur communauté grâce à des services d'information juridique.
  - **Des personnes victimes d'esclavage par ascendance peuvent dorénavant jouir de leur droit à la propriété foncière** après une décision de la Cour suprême. Cette victoire est le fruit de la lutte et du plaidoyer acharnés portés par l'association TEMEDT.
- 

## Partenaires

- Association des Juristes Maliennes (AJM)
- Association Noyau Dur pour la promotion de la Justice Transitionnelle au Mali (AND-Mali)
- Association pour le Progrès et la Défense des Droits des femmes maliennes (APDF)
- Association Temedt Mali (TEMEDT)
- Collectif Cri de Cœur (CCC)
- Conseil National des Victimes (CNV)
- Coordination Nationale des Associations de Victimes (CNAV)
- Groupe de Recherches et d'Applications Techniques (GRAT)
- Groupe de Recherche, d'Etude, de Formation Femme-Action (GREFFA)
- Réseau des Jeunes pour une Justice Transitionnelle Inclusive au Mali (R2JTIM)
- Tribune Jeunes pour le Droit au Mali (TRIJEUD)
- Women in Law and Development in Africa/Femmes, Droit et Développement (WILDAF Mali)

# République démocratique du Congo et Sénégal



## Projets

### République démocratique du Congo

- «Tumaini – Santé et droits des femmes, des adolescentes et des enfants» 2022-2028, en partenariat avec l'Unité de santé internationale de l'Université de Montréal – Affaires mondiales Canada

### Sénégal

- «Projet d'appui à l'autonomisation économique et sociale des femmes et des jeunes au Sénégal» (PAFEJ) – 2022-2028, en partenariat avec Développement international Desjardins – Affaires mondiales Canada

## Résultat

### République démocratique du Congo

- Des avocat.e.s et des membres de la société civile peuvent mieux **défendre la santé et les droits sexuels et reproductifs des personnes de leur communauté** après avoir été formé.e.s sur les standards internationaux. Un groupe de formateur.trice.s peut dorénavant offrir la formation à leurs pairs pour multiplier l'impact dans la société congolaise et ainsi lutter contre les violences sexuelles souvent utilisées comme arme de guerre dans le pays.

## Partenaires

### République démocratique du Congo

- Amis de la justice (ADJ)
- Association des mamans pour lutter contre la délinquance féminine et l'encadrement des enfants abandonnés (AMALDEFEA)
- Association des femmes des médias (AFEM)
- Dimension sociale
- Fondation Panzi
- Initiative Alpha

- Initiative congolaise pour la justice et la paix (ICJP)
- Union of emancipation of families (UFEDI)
- Promotion de la paix et protection des défenseurs des droits humains (PPI)
- SOS Information juridique multisectorielle (SOS IJM)
- SOS JUSTICE

### Sénégal

- Association des Juristes Sénégalaises

# Mali, Bénin, Burkina Faso



## Projet

- « Renforcer la santé et les droits sexuels et reproductifs au Bénin, au Burkina Faso et au Mali » (Plurielles) – 2021-2027, en partenariat avec Santé Monde et SOCODEVI – Affaires mondiales Canada

## Résultats

- **Des femmes et des enfants victimes de mariage forcé obtiennent des services d'aide juridique et d'assistance judiciaire** au Bénin et au Mali, par quatre cliniques juridiques soutenues par ASF Canada.
- Plus de 100 personnes de la société civile du Bénin, du Burkina Faso et du Mali sont formées et peuvent dorénavant revendiquer une **meilleure protection des droits sexuels et reproductifs des femmes et des adolescentes** auprès des décideur.euse.s et dans leur communauté.
- 2 064 personnes, dont 844 femmes, ayant participé à des ateliers de sensibilisation à l'égalité des genres au Mali comprennent et s'approprient les notions essentielles pour **lutter efficacement contre les violences basées sur le genre**.
- Des formations sur les droits humains, notamment les droits sexuels et reproductifs, permettent l'émergence d'une **nouvelle génération de juristes au Bénin, au Burkina Faso et au Mali** (71 jeunes juristes, dont 45 femmes).

## Partenaires

- Association des Personnes Rénovatrices des Technologies Traditionnelles (APRETECTRA)
- Centre d'Etude et de Recherche-Action pour un Développement Intégré Durable (CERADID)
- Association des femmes juristes du Burkina Faso
- Association Munyu
- Women in Law and Development in Africa/ Femmes, Droit et Développement (WILDAF Mali)
- Association pour la promotion juridico-économique de la femme et de l'enfant (PROMODEF)

# Ukraine



## Projet

- « Impact du conflit en Ukraine sur les femmes » 2022-2024, Ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec et Barreau du Québec

## Résultats

Malgré un contexte de guerre qui comporte des défis au quotidien, l'Association d'avocates ukrainiennes JurFem appuyée par ASF Canada obtient les résultats suivants :

- **Plus de 140 personnes victimes de violences psychologiques, physiques et sexuelles reçoivent de l'assistance judiciaire** grâce à une ligne d'aide téléphonique.
- La lutte contre l'impunité des violences sexuelles liées au conflit connaît des avancées : **JurFem devient un chef de file au sein d'un groupe de travail de l'unité des crimes internationaux** du Bureau du procureur général ukrainien.
- **Trente jeunes avocates et étudiantes ukrainiennes en droit acquièrent des compétences en matière de droits fondamentaux des femmes** dans le cadre de l'Université d'été des droits humains.
- **Des représentant.e.s de l'État et de la société civile ukrainienne renforcent leurs connaissances de la justice transitionnelle** et de la documentation des violations massives des droits humains lors d'une mission d'échange de bonnes pratiques en Colombie, rendue possible par le projet GENPAZ.

## Partenaire

- L'Association d'avocates ukrainiennes JurFem



# Fintrata

(Colombie, Honduras, Guatemala et Salvador)



## Projet

- « Renforcement de capacités pour la lutte contre la traite de personnes dans le Nord de l'Amérique centrale et en Colombie » (Fintrata) – 2022-2026, Affaires mondiales Canada.

## Résultats

Le projet Fintrata, mis en œuvre par ASF Canada au Guatemala, au Honduras, en Colombie et au Salvador, vise à lutter contre l'impunité des crimes liés à la traite de personnes, un délit qui consiste à recruter, transporter ou héberger des personnes par la contrainte dans le but de les exploiter. Avec nos partenaires, nous obtenons les résultats suivants :

- **47 victimes de traite et autres crimes connexes obtiennent des services d'aide juridique et d'assistance judiciaire** de qualité au Honduras, au Guatemala et en Colombie.
- **Plus de 600 fonctionnaires, membres de la société civile et du milieu académique sont formés sur la traite de personnes** et peuvent mieux identifier des victimes et mener des enquêtes pour poursuivre et sanctionner le crime de traite de personnes et autres délits connexes.
- Après une opération policière qui permet **l'arrestation de trois trafiquants**, une des victimes obtient une assistance juridique et psychosociale et sa sécurité est garantie grâce au travail conjoint de l'organisation partenaire Casa Alianza au Honduras, du ministère public et de la direction d'enquête de la police.

## Partenaires

- Asociación Calidad de Vida
- Asociación Casa Alianza
- Corporación Caribe Afirmativo
- Corporación Espacios de Mujer
- Fundación Renacer
- Refugio de la Niñez

Signature d'une entente de collaboration concernant l'offre de services juridiques et psychosociaux aux victimes de traite de personnes, avec le directeur d'ASF Canada au Honduras, Lucas Valderas et Cándida Saucedá Torres, directrice de Casa Alianza, Tegucigalpa, Honduras. © ASF Canada

# Merci à nos partenaires

Partenaire sans frontières



---

## Partenaires Prestige



---

## Partenaires majeurs



Stikeman Elliott

---

## Partenaires commanditaires



DAVIES

**Deloitte.**



mmgc



NORTON ROSE  
FULBRIGHT

POWER  
SUSTAINABLE



---

## Partenaires de services



NORTON ROSE  
FULBRIGHT

**TACT**  
INTELLIGENCE - CONSEIL



# Avocats sans frontières

Canada

686, Grande Allée Est  
Québec (Québec) G1R 2K5

[info@asfcanada.ca](mailto:info@asfcanada.ca)

